

POLITIQUE

Rwanda : du Mozambique à la Centrafrique, les raisons du déploiement tous azimuts de Kigali

Jeune Afrique, le 11 août 2021 | Par Romain Gras



Des soldats rwandais se rassemblent à l'aéroport de Mocimboa da Praia, dans la province de Cabo Delgado, au Mozambique, le 9 août 2021. © Marc Hoogsteijns/AP/SIPA

Succès militaires au Mozambique, renforcement de la coopération sécuritaire et économique avec la Centrafrique... Depuis plusieurs mois, le Rwanda se déploie sur des théâtres d'opération sortant de son champ d'action habituel. Décryptage d'une stratégie.

Les images ont rapidement fait le tour des réseaux. Uniforme camouflage orné du drapeau rwandais, les éléments des Rwanda Defence Force (RDF) déployés au Mozambique posent fièrement sur la côte de Mocimboa da Praia avec certains de leurs homologues de l'armée mozambicaine.

Cité portuaire du nord-est du Mozambique, cette ville de 127 000 habitants était devenue un ancrage stratégique pour l'insurrection jihadiste dans la province du Cabo Delgado. Cible de l'une des premières attaques des shabab dans le pays, le 5 octobre 2017, Mocimboa da Praia avait alors été

occupée pendant quarante-huit heures. Les jihadistes n'en ont réellement pris possession que le 12 août 2020.

« Un succès important pour l'armée rwandaise »

La reprise, un an plus tard, de ce bastion clé de la rébellion, au sud de la péninsule d'Angoni, siège d'un mégaprojet gazier opéré par le groupe Total, est un symbole fort, un mois après l'arrivée des forces armées rwandaises au Mozambique. « La chute de Mocimboa da Praia change beaucoup de choses, car c'était une place forte des insurgés, explique le colonel Ronald Rwivanga, porte-parole des RDF. Comme c'était une ville portuaire, beaucoup de fournitures passaient par ce port, permettant leur effort de guerre grâce à des réseaux de commerce illicite. Le perdre les affaiblit considérablement. »

« C'est un succès important sur le terrain mais aussi en terme de communication pour l'armée rwandaise, qui justifie rapidement sa présence sur place tout juste un mois après son arrivée et alors que la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe), qui essaye d'intervenir depuis plusieurs mois, vient à peine de commencer sa mission », estime pour sa part Craig Moffat, directeur de programme pour Good Governance Africa et ancien des services diplomatiques sud-africains.

Investissement militaire

Alors que la contre-offensive se poursuit, ces premiers succès sur le terrain ont mis en lumière l'investissement militaire de Kigali hors de ses frontières, dans un théâtre en apparence bien lointain de leurs préoccupations sécuritaires immédiates.

Plus d'un millier de soldats rwandais sont actuellement présents dans le Cabo Delgado. Combattant au côté de l'armée mozambicaine, ils ont aussi été rejoints fin juillet par des contingents botswanais et sud-africains, engagés dans le cadre de la SADC, qui opèrent, selon une source présente sur place, dans « des secteurs de responsabilité différents ».

La prise de Mocimboa da Praia, aussi symbolique soit-elle, est loin de mettre un terme à l'insurrection. Son impact réel sur l'état des troupes ennemies est d'ailleurs incertain. « Nous ne pouvons qu'estimer le nombre de ceux que nous avons vus physiquement, soit environ 90 jihadistes tués, mais beaucoup d'autres ont été tués par des armes à longue portée, assure Ronald Rwivanga. Nous mènerons des opérations de sécurité agressives pour éliminer les poches d'insurgés partout où nous avons repris des villes ». Les militaires rwandais, dont le mandat sur place s'organise officiellement entre « opérations de combat et réforme du secteur de la sécurité », sont donc partis pour rester.

Voir l'armée rwandaise s'impliquer dans des théâtres d'opérations loin de ses frontières, et de la sous-région des Grands Lacs, n'est en soit pas une nouveauté. Avec 5 331 hommes engagés dans des missions de maintien de la paix onusienne (selon des chiffres de fin mai), le Rwanda est le cinquième principal contributeur des opérations de maintien de la paix de l'ONU, et le deuxième à l'échelle du continent africain, derrière l'Éthiopie.

« Pourvoyeur de sécurité »

Mais ces derniers mois, avec les contingents qu'il a aussi envoyés en Centrafrique, d'abord dans le cadre de la Minusca puis surtout à titre bilatéral en amont des élections de décembre 2020, Paul Kagame affiche la volonté d'instaurer un plus grand interventionnisme militaire direct sur le continent. Pourquoi une telle débauche d'énergie ? Du côté de Kigali, le discours reste vague. « Lorsqu'on nous demande d'aider et que nous sommes en mesure de le faire, nous le faisons, sur la base d'une bonne coopération bilatérale et dans l'esprit de la solidarité africaine », explique simplement une source officielle rwandaise.

Cet argument de « solidarité africaine » face aux crises rejoint le discours du président rwandais. Interrogé par *Jeune Afrique* sur son engagement en Centrafrique lors d'une interview en mai, Paul Kagame avait justifié le déploiement rwandais sur place en évoquant un parallèle avec 1994. « Compte tenu de notre propre expérience pendant le génocide, voir une telle situation se dégrader n'est pas acceptable. Il y a une force sur place qui est censée maintenir la paix, mais elle est pieds et poings liés, comme au Rwanda. Si les forces rwandaises engagées dans le cadre de notre accord bilatéral n'avaient pas été là, les élections en Centrafrique n'auraient pas eu lieu », avait-il déclaré.

Réputée compétente et bien entraînée, l'armée rwandaise peut-elle devenir un « outil d'exportation » pour Kigali ? « Nous disposons d'une armée professionnelle. Cela dépend de la situation et de ce qui nous est demandé, ainsi que de ce que nous sommes en mesure de faire à ce moment-là », explique-t-on du côté du palais d'Urugwiro.

« Ils ont longtemps limité leur champ d'action à la région des Grands Lacs, avec des interventions plus polémiques, notamment en RDC. Là, ils se placent en pourvoyeur de sécurité, ce qui leur permet de projeter leurs compétences militaires hors de leur sphère traditionnelle d'action », estime un connaisseur de la région, pour qui la réussite de ces opérations peut devenir un argument politique et diplomatique de poids face aux critiques.

Crispation au sein de la SADC

Si les premiers succès de l'opération menée au Mozambique valent au Rwanda les louanges de nombreux dirigeants, la présence des RDF n'en suscite pas moins des interrogations chez certains voisins, qui rechignent à

ne voir dans l'intervention rwandaise, discrètement négociée pendant plusieurs mois, qu'un acte de simple solidarité.

« Ce qui a été mal vécu, notamment par les Sud-Africains, c'est qu'après des mois de pression de la SADC, le président Filipe Nyusi se tourne vers un pays qui n'est pas membre de l'organisation, et avec lequel le principal contributeur de l'organisation a des relations pour le moins délicates », explique un diplomate d'un pays de la SADC, en référence aux tensions qui prévalent entre Pretoria et Kigali depuis l'assassinat de l'ancien maître espion Patrick Karegeya, le 1^{er} janvier 2014, en banlieue de Johannesburg. Pendant plusieurs mois, notamment suite à la prise spectaculaire de Palma par les jihadistes en mars dernier, la SADC exerce une importante pression sur Filipe Nyusi afin d'obtenir l'envoi d'une mission sur place. Dès le 8 avril, un sommet de la SADC évoque cette option. Mais Filipe Nyusi se montre réticent à l'idée d'une intervention de l'organisation régionale, jugée prématurée. Une mission technique est néanmoins déployée quelques jours plus tard, et un rapport évoque la possibilité d'une mission de 3 000 soldats.

POUR NYUSI, QUI EST PLUS PROCHE DE LA PARTIE SWAHILIPHONE, LE RWANDA EST UN PARTENAIRE FIABLE »

Maputo grince des dents, évoquant des questions de souveraineté. Mais en parallèle, l'idée d'un partenariat avec le Rwanda fait son chemin. Le 28 avril, alors qu'un sommet de la SADC, finalement annulé, doit se tenir à Maputo, Nyusi se rend discrètement à Kigali pour définir les contours de la future intervention rwandaise. C'est suite à cette rencontre que des missions de reconnaissance de l'armée rwandaise sont menées entre mai et juin, confirme une source officielle rwandaise.

Le 23 juin, lorsque la SADC obtient finalement l'envoi de troupes, les contours de l'opération rwandaise sont déjà quasiment achevés. Elle est officialisée le 9 juillet et s'inscrit, selon le communiqué rwandais, dans la suite des accords bilatéraux signés en 2018. « Cela montre à quel point les interventions bilatérales sont plus directes et efficaces que celles négociées dans des organisations régionales. Pour Nyusi, qui est plus proche de la partie swahiliphone, le Rwanda est un partenaire fiable, qui maîtrise ce type de conflit », poursuit Craig Moffat. Hasard du calendrier, c'est au lendemain de la reprise de Mocimboa da Praia que la SADC a officiellement lancé sa mission d'intervention.

En dépit d'une communication abondante, certains détails de l'opération n'ont pas encore filtré, notamment sur son coût et son financement. « Notre partie est entièrement financée par notre gouvernement », assure le porte-parole de l'armée rwandaise qui se refuse à avancer un montant et conteste l'hypothèse d'un soutien extérieur. À titre de comparaison, le coût de l'envoi de troupes sud-africaines est de 66 millions de dollars, pour une mission dont la durée est évaluée pour le moment à trois mois, selon une annonce de Cyril Ramaphosa devant le Parlement sud-africain.

En Centrafrique, l'aide militaire n'exclut pas le business

Cette étiquette de « gendarme », que le Rwanda développe de plus en plus sur le continent, ouvre aussi la porte à d'autres champs de coopération, notamment économique. C'est par exemple le cas avec un autre allié du moment de Kigali : la Centrafrique. Là aussi, le Rwanda ne partage pas de frontières directes, mais s'investit depuis plusieurs mois dans le domaine sécuritaire.

Depuis une première visite en octobre 2019, à l'issue de laquelle de premiers accords avaient été signés, notamment dans le secteur minier, les relations entre les deux pays n'ont cessé de se renforcer. Engagés depuis 2014 dans le cadre de la Minusca, dont ils composent la majorité de l'effectif, les soldats rwandais aussi présents en Centrafrique à titre bilatéral et combattent sur un terrain où les mercenaires russes de Wagner sont aussi présents.

« Le Rwanda offre un 'contrat' intéressant pour ces pays. Ils ont une diplomatie pragmatique et savent s'adapter au contexte local, ce qui dans le cas de la Centrafrique permet de sortir de la lutte d'influence franco-russe et de se trouver aussi d'autres alliés. Pour le Rwanda, c'est aussi un moyen de se projeter au-delà d'une région où les relations entre voisins ne sont pas toujours évidentes », estime un connaisseur de la région.

Cette coopération a de nouveau été renforcée à l'occasion d'une visite de quatre jours de Faustin-Archange Touadéra à Kigali début août. Un déplacement à l'issue duquel quatre accords ont été signés dans différents domaines : la planification économique, l'exploitation minière, la réforme du secteur de sécurité centrafricain et la coopération en matière de transport.

Depuis décembre, le rapprochement économique entre les deux pays a pris un nouvel élan, avec l'ouverture deux mois plus tard d'une ligne Rwandair entre Kigali et Douala via Bangui. Plusieurs délégations d'hommes d'affaires ont effectué des va-et-vient entre les deux capitales. Signe des moyens que le Rwanda souhaite étendre son influence économique sur place, Kigali implique aussi dans les discussions son puissant fonds d'investissement, Crystal Ventures. Bras financier du Front Patriotique Rwandais, le parti de Paul Kagame, cette société travaille à l'ouverture, sur le sol centrafricain d'une unité de production d'Inyange, dont les produits seraient destinés non seulement au marché sud-africain mais aussi à l'export. Presque exclusivement impliquée sur le territoire rwandais, envisage aussi d'impliquer sa branche dédiée au BTP pour s'investir dans différents projets d'infrastructures.

Le fonds d'investissement travaille main dans la main avec la Cellule stratégique d'orientation et de suivi des grands travaux et investissements stratégiques, dirigée par le Centrafricain Pascal Bida Koyagbele, l'un des

hommes au cœur de ce rapprochement économique rendu possible, explique-t-on du côté de Kigali, par la bonne coopération sécuritaire entre les deux pays.

Une logique que le Rwanda cherche aussi à appliquer ailleurs sur le continent. Selon nos informations, plusieurs pays sont sur les tablettes de Crystal Ventures, qui a fêté l'an passé ses 25 ans et cherche à étendre ses activités ailleurs sur le continent. Parmi les destinations envisagées, explique une source impliquée dans le dossier, figure notamment le Mozambique, où les militaires rwandais poursuivent leur contre-offensive face aux jihadistes.